

Hubert Védrine

Face au chaos
sauver
l'Europe!



LIANA LEVI



Hubert
Védrine



L'Union se construirait en dépassant les identités. On les ferait rentrer, au chausse-pied si nécessaire, dans « plus d'Europe ». Et ce « dans l'intérêt des peuples » Cette vision bien-pensante, autoritaire et pétrie de bonnes intentions, a dominé la scène politique pendant des décennies. L'intégration européenne se heurte pourtant, depuis plus de vingt ans, à une résistance croissante, passive ou active. Une résistance qui s'est exprimée lors de divers référendums, et qui a culminé en juin 2016 avec le Brexit, symptôme d'un mal plus large que certains ne veulent pas regarder en face. Avec arrogance, les élites ont condamné le vote britannique comme populiste et aberrant. Ne faudrait-il pas, pourtant, que celles-ci se décident à entendre la colère qui gronde et qu'elles acceptent de se réconcilier enfin avec les peuples pour sauver, avec eux, le projet européen ?

Avec une parole libre et sans détour, Hubert Védrine explicite les ressorts de la crise de confiance dans l'Union européenne et développe des propositions claires pour la surmonter.

HUBERT VÉDRINE, né en 1947 dans la Creuse, a été proche collaborateur de François Mitterrand de mai 1981 à mai 1995, puis ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002. Depuis, il est consultant, enseigne à Sciences-Po, écrit, donne des conférences dans le monde entier. Il a publié de nombreux ouvrages, notamment *Les Mondes de François Mitterrand* (Fayard), une somme retraçant la politique étrangère française de 1991 à 1995.

Hubert Védrine

Face au chaos,
sauver l'Europe !



Liana Levi

I

Un décrochage manifeste des peuples

Plus de soixante-quatorze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, soixante-deux ans après le traité de Rome, trente-quatre ans après les accords de Schengen, vingt-sept ans après le traité de Maastricht, vingt ans après l'entrée en vigueur de l'euro, l'Europe, ou plus exactement l'Union européenne, est dans un état d'incertitude. Malgré son fonctionnement de routine, ses sommets à répétition et quelques décisions spectaculaires (par exemple, celle prise contre les GAFA), le moment reste « critique ».

Cette construction sans précédent, idéaliste, mais en partie artificielle, devait nécessairement être rattrapée par le

monde réel. Cela était déjà perceptible avant le Brexit. Mais l'élection d'Emmanuel Macron, en mai 2017, a été perçue comme pouvant mettre un terme à ce risque de déliquescence.

Fragilités de l'Union

En fait, la fragilité de l'Union européenne reste réelle, alors que l'euro atteint ses vingt ans. Elle est interne avant d'être le résultat des menaces et des défis extérieurs. Voulu par la majorité des dirigeants de droite, de gauche et, bien sûr, centristes, menée pendant des décennies « dans l'intérêt des peuples » mais sans eux – si ce n'est par des consultations épisodiques ou des ratifications *a posteriori* –, la construction européenne s'est heurtée depuis environ vingt-cinq ans à une résistance croissante, passive ou active. De référendums gagnés ric-rac (Maastricht en 1992) en référendums perdus (traité constitutionnel en 2005, Brexit en 2016),

sans parler du taux d'abstention – 60 % en moyenne – aux élections au Parlement européen, le décrochage est de plus en plus manifeste.

Pourtant, face au démenti des faits, le catéchisme paternaliste et autoritaire des européistes est longtemps demeuré inébranlable : l'Europe ne peut qu'avancer, il faut toujours « plus d'Europe », avoir le courage de « faire un saut fédéral », de dépasser les « égoïsmes nationaux ». C'est très mal de vouloir se « replier sur soi » (d'où, pendant longtemps, l'élargissement constant et confiant de Schengen sans que soit créé un contrôle suffisant sur cette nouvelle frontière extérieure avec les conséquences que l'on connaît). On a fait adopter par les Parlements des textes rejetés par référendum (Constitution, via le traité de Lisbonne). Si nécessaire, on a fait voter à nouveau les peuples jusqu'à ce qu'ils se prononcent dans le bon sens (Irlandais, Danois), négligeant les traumatismes infligés en profondeur à la psyché démocratique.

Pire encore, tous ceux qui ont contesté tel ou tel aspect de cette construction, ou sont seulement restés attachés à leur identité, les sceptiques, les déçus, ont été mis dans le même sac que les vrais anti-européens alors que leurs motivations étaient autres. Ils ont été fustigés comme étant égoïstes, nationalistes, souverainistes (quel exploit aussi que d'avoir fait de l'attachement légitime à la souveraineté, immense conquête démocratique, une tare!), voire lepénistes (et de fait, ce mépris agressif envers les votes populaires de la part d'élites honnies a nourri le FN ou ses homologues ailleurs). Le fossé avec les populations s'est ainsi creusé au fil des années. Il est devenu le problème numéro un. Le plus dangereux. Dénoncer le « populisme », agiter le spectre des années 1930, ne le fera pas disparaître.

Le second élément de fragilité est constitué par l'ingénuité congénitale de l'Union à l'extérieur. Dès l'origine, elle s'est prétendue « mère de la paix », alors que, chronologiquement, elle en est la

filles. Même si les dirigeants européens d'après-guerre ont eu l'immense mérite de transformer la paix froide imposée en Europe, grâce à l'URSS à Stalingrad et aux Américains en 1945, en un projet commun, ils en ont donné ensuite une narration à l'eau de rose : l'Union devait se construire en dépassant les identités. Elle pèserait sur le monde par l'exemplarité, par ses « valeurs », par la norme, les conditionnalités ou l'aide, par la force de la société civile. Sa libre circulation serait contagieuse. Sans même avoir besoin de créer une Europe-puissance ou une Europe de la Défense, l'Europe démontrerait la caducité des rapports de force, servirait de modèle à d'autres peuples confrontés à un lourd héritage d'antagonismes. Elle « civiliserait la mondialisation ». En novlangue : elle créerait un monde post-westphalien. Aspirations touchantes adaptées à un monde post-traumatique, anhistorique, s'il avait existé. Il y a quinze ans, j'avertissais : attention à ce que cette Europe ne devienne pas « l'idiot du village global ».

Las! Cette entité européenne bien-pensante, pétrie de bonnes intentions, assurée de sa supériorité morale et de son irréversibilité, s'est réveillée douloureusement, dans une sorte de *Jurassic Park*. À la concurrence économique débridée, issue de la dérégulation excessive de l'économie globale de marché qui oblige les peuples occidentaux à être compétitifs sans qu'ils aient rien demandé, aux crises issues de l'hyperfinanciarisation et de « l'économie casino » américaine, notamment celle des subprimes en 2008, aux crises de l'euro, au psychodrame grec, sont venus s'ajouter la flambée des flux migratoires, le déferlement sans précédent des demandeurs d'asile chassés par les guerres, la découverte (tardive) des affrontements mondiaux et meurtriers au sein de l'islam (une petite minorité de fous d'Allah contre l'ensemble des musulmans « impies » ou « renégats », des chrétiens, des juifs... ; la lutte sunnites/ chiïtes au Moyen-Orient ; le spectre du terrorisme), le réveil des nationalismes russe, turc, chinois, japonais,

indien, israélien, arabe et d'autres encore. Sans oublier la démographie et le compte à rebours écologique ! Et, *last but not least*, Trump président, qui sape les fondements moraux et mentaux de l'Occident de l'après-guerre !

Il n'y a pas à s'étonner que de tels chocs aient fait s'écrouler le monde rêvé par les Européens et éclater les contradictions latentes entre eux, gérées tant bien que mal au jour le jour, c'est-à-dire escamotées. Telle est la situation qu'a trouvée Emmanuel Macron en 2017.

Les symptômes antérieurs du rejet

Le rejet du traité « constitutionnel » par 54,67 % des voix au référendum du 29 mai 2005, première véritable « insurrection électorale » qui en annonçait d'autres, avait déjà sidéré les partisans de « plus d'Europe », étouffés par la stupéfaction et l'indignation. Les réflexions sur les causes de ce rejet n'ont pas été creusées.

Pourtant, ces « non » venaient de loin et avaient fait boule de neige.

Treize ans plus tôt, en effet, il y avait eu l'avertissement de Maastricht, les 49,2 % de « non », aussitôt oubliés. 50,8 % seulement pour Maastricht alors que tous les grands leaders politiques (Mitterrand, Chirac, Balladur, Valéry Giscard d'Estaing...) et presque tous les éditorialistes étaient pour le « oui » !

Les raisons – qui perdureraient en 2005 –, quelles étaient-elles ? D'abord les mots « intégration politique », Graal pour certains, sonnaient déjà pour beaucoup comme une menace. L'ambition européenne semblait se réduire à une façon bureaucratique de niveler le marché unique à coups de concurrence pure et parfaite, de directives et de normes intrusives et tatillonnes – plus encore qu'aux États-Unis ! –, ce qui braquait une partie de l'électorat, le rendant allergique.



ÉDITIONS LIANA LEVI

1, Place Paul-Painlevé, Paris 5^e
Retrouvez l'intégralité de notre catalogue
et inscrivez-vous à la newsletter sur le site

www.lianalevi.fr

© Éditions Liana Levi, 2016;
2019 pour la présente édition.

Couverture : D. Hoch

Photo : © Sipa

Cette édition électronique du livre de *Face au chaos, sauver l'Europe!* de Hubert Védrine
a été réalisée en février 2019 par Atlant'Communication.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 979-10-349-0118-0)
ISBN epdf: 9791034901203